

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2012/27192]

13 DECEMBRE 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon portant modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 établissant la liste des installations et activités émettant des gaz à effet de serre et déterminant les gaz à effet de serre spécifiés visés par le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, l'article 1^{er}, modifié par le décret du 21 juin 2012;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 établissant la liste des installations et activités émettant des gaz à effet de serre et déterminant les gaz à effet de serre spécifiés visés par le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto;

Vu l'avis n° 51.845/4 du Conseil d'Etat, donné le 26 septembre 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2009/29/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 modifiant la Directive 2003/87/CE afin d'améliorer et d'étendre le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre.

Art. 2. L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 établissant la liste des installations et activités émettant des gaz à effet de serre et déterminant les gaz à effet de serre spécifiés visés par le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto est remplacé par ce qui suit :

« Arrêté du Gouvernement wallon établissant la liste des installations et activités émettant des gaz à effet de serre visées par le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto. »

Art. 3. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 établissant la liste des installations et activités émettant des gaz à effet de serre visées par le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, modifié par l'arrêté du 10 février 2011, l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 4. Dans le même arrêté, l'annexe 1^{re} est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

Art. 5. Dans le même arrêté, l'annexe 2 est abrogée.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2013.

Art. 7. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 décembre 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
P. HENRY

Annexe

Installations et activités émettant des gaz à effet de serre

1. Les installations ou parties d'installations utilisées pour la recherche, le développement et l'expérimentation de nouveaux produits et procédés, ainsi que les installations utilisant exclusivement de la biomasse, ne sont pas visées par la présente annexe.

2. Les valeurs seuils citées ci-dessous se rapportent généralement à des capacités de production ou à des rendements. Si une même installation met en œuvre plusieurs activités relevant de la même catégorie, les capacités de ces activités s'additionnent.

3. Pour calculer la puissance calorifique totale de combustion d'une installation afin de décider de son inclusion dans le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, on procède par addition des puissances calorifiques de combustion de toutes les unités techniques qui la composent, dans lesquelles des carburants sont brûlés au sein de l'installation. Parmi ces unités peuvent notamment figurer tous les types de chaudières, brûleurs, turbines, appareils de chauffage, hauts-fourneaux, incinérateurs, calcinateurs, fours, étuves, sécheurs, moteurs, piles à combustible, unités de combustion en boucle chimique, torchères, ainsi que les unités de postcombustion thermique ou catalytique. Les unités dont la puissance calorifique de combustion est inférieure à 3 MW et les unités qui utilisent exclusivement de la biomasse ne sont pas prises en considération dans ce calcul. Les « unités qui utilisent exclusivement de la biomasse » comprennent les unités qui utilisent des combustibles fossiles dans les phases de démarrage ou d'extinction de l'unité.

4. Si une unité met en œuvre une activité dont le seuil n'est pas exprimé en puissance calorifique totale de combustion, c'est le seuil utilisé pour cette activité qui détermine l'inclusion dans le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre.

5. Lorsqu'une installation dépasse le seuil de capacité défini pour une activité dans la présente annexe, toutes les unités de combustion de carburants, autres que les unités d'incinération de déchets dangereux ou municipaux, sont incluses dans l'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre.

Activités	Gaz à effet de serre
Combustion de combustibles dans des installations dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW (à l'exception des installations d'incinération de déchets dangereux ou municipaux)	Dioxyde de carbone
Raffinage de pétrole	Dioxyde de carbone
Production de coke	Dioxyde de carbone
Grillage ou frittage, y compris pelletisation, de minerai métallique (y compris de minerai sulfuré)	Dioxyde de carbone
Production de fonte ou d'acier (fusion primaire ou secondaire), y compris les équipements pour coulée continue d'une capacité de plus de 2,5 tonnes par heure	Dioxyde de carbone
Production ou transformation de métaux ferreux (y compris les ferro-alliages) lorsque des unités de combustion dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW sont exploitées. La transformation comprend, notamment, les laminoirs, les réchauffeurs, les fours de recuit, les forges, les fonderies, les unités de revêtement et les unités de décapage	Dioxyde de carbone
Production d'aluminium primaire	Dioxyde de carbone et hydrocarbures perfluorés
Production d'aluminium secondaire, lorsque des unités de combustion dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW sont exploitées	Dioxyde de carbone
Production ou transformation de métaux non ferreux, y compris la production d'alliages, l'affinage, le moulage en fonderie, etc., lorsque des unités de combustion dont la puissance calorifique totale de combustion (y compris les combustibles utilisés comme agents réducteurs) est supérieure à 20 MW sont exploitées	Dioxyde de carbone
Production de clinker (ciment) dans des fours rotatifs avec une capacité de production supérieure à 500 tonnes par jour, ou dans d'autres types de fours, avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour	Dioxyde de carbone
Production de chaux, y compris la calcination de dolomite et de magnésite, dans des fours rotatifs ou dans d'autres types de fours, avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour	Dioxyde de carbone
Fabrication du verre, y compris de fibres de verre, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour	Dioxyde de carbone
Fabrication de produits céramiques par cuisson, notamment de tuiles, de briques, de pierres réfractaires, de carrelages, de grès ou de porcelaines, avec une capacité de production supérieure à 75 tonnes par jour	Dioxyde de carbone
Fabrication de matériau isolant en laine minérale à partir de roches, de verre ou de laitier, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour	Dioxyde de carbone
Séchage ou calcination du plâtre ou production de planches de plâtre et autres compositions à base de plâtre, lorsque des unités de combustion dont la puissance calorifique de combustion est supérieure à 20 MW sont exploitées	Dioxyde de carbone
Production de pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses	Dioxyde de carbone
Production de papier ou de carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour.	Dioxyde de carbone
Production de noir de carbone, y compris la carbonisation de substances organiques telles que les huiles, les goudrons, les résidus de craquage et de distillation, lorsque des unités de combustion dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW sont exploitées	Dioxyde de carbone

Activités	Gaz à effet de serre
Production d'acide nitrique	Dioxyde de carbone et protoxyde d'azote
Production d'acide adipique	Dioxyde de carbone et protoxyde d'azote
Production de glyoxal et d'acide glyoxylique	Dioxyde de carbone et protoxyde d'azote
Production d'ammoniac	Dioxyde de carbone
Production de produits chimiques organiques en vrac par craquage, reformage, oxydation partielle ou totale, ou par d'autres procédés similaires, avec une capacité de production supérieure à 100 tonnes par jour	Dioxyde de carbone
Production d'hydrogène (H ₂) et de gaz de synthèse par reformage ou oxydation partielle avec une capacité de production supérieure à 25 tonnes par jour	Dioxyde de carbone
Production de soude (Na ₂ CO ₃) et de bicarbonate de sodium (NaHCO ₃)	Dioxyde de carbone
Captage des gaz à effet de serre produits par les installations couvertes par la présente annexe en vue de leur transport et de leur stockage géologique dans un site de stockage agréé au titre de la Directive 2009/31/CE	Dioxyde de carbone
Transport par pipelines des gaz à effet de serre en vue de leur stockage dans un site de stockage agréé au titre de la Directive 2009/31/CE	Dioxyde de carbone
Stockage géologique des gaz à effet de serre dans un site de stockage agréé au titre de la Directive 2009/31/CE	Dioxyde de carbone

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon portant modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 établissant la liste des installations et activités émettant des gaz à effet de serre et déterminant les gaz à effet de serre spécifiés visés par le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto.

Namur, le 13 décembre 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2012/27192]

13. DEZEMBER 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 zur Aufstellung der Liste der spezifizierten Treibhausgase ausstoßenden Anlagen und Tätigkeiten und zur Bestimmung der in dem Dekret vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto erwähnten spezifizierten Treibhausgase

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls, Artikel 1, in seiner durch das Dekret vom 21. Juni 2012 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 zur Aufstellung der Liste der spezifizierten Treibhausgase ausstoßenden Anlagen und Tätigkeiten und zur Bestimmung der in dem Dekret vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto erwähnten spezifizierten Treibhausgase;

Aufgrund des am 26. September 2012 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 51.845/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2009/29/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 zur Änderung der Richtlinie 2003/87/EG zwecks Verbesserung und Ausweitung des Gemeinschaftssystems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Die Überschrift des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 zur Aufstellung der Liste der spezifizierten Treibhausgase ausstoßenden Anlagen und Tätigkeiten und zur Bestimmung der in dem Dekret vom 2006. November 10 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto erwähnten spezifizierten Treibhausgase wird durch Folgendes ersetzt:

«Erlass der Wallonischen Regierung zur Aufstellung der Liste der in dem Dekret vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto erwähnten Treibhausgase ausstoßenden Anlagen und Tätigkeiten.»

Art. 3 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Aufstellung der Liste der in dem Dekret vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto erwähnten Treibhausgase ausstoßenden Anlagen und Tätigkeiten, so wie er durch den Erlass vom 10. Februar 2011 abgeändert wurde, wird Absatz 3 außer Kraft gesetzt.

Art. 4 - In demselben Erlass wird die Anlage 1 durch die vorliegendem Erlass beigefügte Anlage ersetzt.

Art. 5 - In demselben Erlass wird die Anlage 2 außer Kraft gesetzt.

Art. 6 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2013 in Kraft.

Art. 7 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. Dezember 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Anlage

Treibhausgase ausstoßende Anlagen und Tätigkeiten

1. Die Anlagen oder die Teile von Anlagen, die für die Forschung, die Entwicklung und die Erprobung von neuen Produkten und Verfahren verwendet werden, sowie die Anlagen, bei denen nur Biomasse verwendet wird, sind durch die vorliegende Anlage nicht betroffen.

2. Die unten stehenden Grenzwerte beziehen sich im Allgemeinen auf Erzeugungskapazitäten oder Erträge. Wenn eine und dieselbe Anlage mehrere Tätigkeiten aus ein und derselben Kategorie ausübt, werden die Kapazitäten dieser Tätigkeiten zusammengezählt.

3. Um die gesamte Feuerungswärmeleistung einer Anlage zu berechnen, um über deren Aufnahme in das System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten zu befinden, addiert man die Feuerungswärmeleistungen aller sie bildenden technischen Einheiten, in denen Brennstoffe in der Anlage verfeuert werden. Unter diesen Einheiten können sich u.a. Heizkessel, Brenner, Turbinen, Heizgeräte, Hochöfen, Verbrennungsöfen, Kalzinieröfen, Öfen, Trockenöfen, Trockner, Motoren, Brennstoffzellen, Verbrennungseinheiten in chemischer Schleife, Fackeln aller Arten sowie die thermischen bzw. katalytischen Nachverbrennungseinheiten befinden. Die Einheiten, deren Feuerungswärmeleistung weniger als 3 MW beträgt, und die Einheiten, bei denen nur Biomasse verwendet wird, werden bei dieser Rechnung nicht berücksichtigt. «Einheiten, bei denen nur Biomasse verwendet wird» umfassen die Einheiten, bei denen fossile Brennstoffe während der Start- oder Löschphase der Einheit verwendet werden.

4. Wenn eine Einheit eine Tätigkeit einsetzt, deren Grenzwert nicht in Form der gesamten Feuerungswärmeleistung ausgedrückt ist, bestimmt dann der für diese Tätigkeit verwendete Grenzwert die Aufnahme in das System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten.

5. Wenn eine Anlage den in der vorliegenden Anlage bestimmten Grenzwert überschreitet, werden alle Brennstoffverbrauchenden Einheiten, außer den Einheiten zur Verbrennung von gefährlichen oder städtischen Abfällen, in die Genehmigung zur Emission von Treibhausgas aufgenommen.

Tätigkeiten	Treibhausgas
Verbrennung von Brennstoffen in Anlagen, deren gesamte Feuerungswärmeleistung mehr als 20 MW beträgt (mit Ausnahme der Anlagen zur Verbrennung von gefährlichen oder städtischen Abfällen)	Kohlendioxid
Erdölraffination	Kohlendioxid
Herstellung von Koks	Kohlendioxid
Rösten, Sintern, einschließlich des Pelletierens von Metallerz (einschließlich des sulfidischen Erzes)	Kohlendioxid
Herstellung von Roheisen oder Stahl (Primär- oder Sekundärschmelzbetrieb), einschließlich Stranggießen mit einer Kapazität von mehr als 2,5 Tonnen pro Stunde	Kohlendioxid
Herstellung oder Verarbeitung von Eisenmetallen (einschließlich der Ferrolegierungen) wenn Verbrennungseinheiten, deren gesamte Feuerungswärmeleistung mehr als 20 MW beträgt, betrieben werden. Die Verarbeitung umfasst u.a. die Walzanlagen, die Erhitzer, die Glühöfen, die Schmieden, die Gießereien, die Beschichtungseinheiten und die Abbeizeinheiten	Kohlendioxid

Tätigkeiten	Treibhausgas
<p>Produktion von Primäraluminium</p> <p>Herstellung von Sekundäraluminium, wenn Verbrennungseinheiten, deren gesamte Feuerungswärmeleistung mehr als 20 MW beträgt, betrieben werden</p> <p>Herstellung oder Verarbeitung von nicht eisenhaltigen Metallen, einschließlich der Produktion von Legierungen, der Raffination, des Gießens, usw., wenn Verbrennungseinheiten, deren gesamte Feuerungswärmeleistung (einschließlich der als Reduktionsmittel verwendeten Brennstoffe) mehr als 20 MW beträgt, betrieben werden</p>	<p>Kohlendioxid und perfluorierte Kohlenwasserstoffe</p> <p>Kohlendioxid</p> <p>Kohlendioxid</p>
<p>Herstellung von Klinker (Zement) in Drehöfen mit einer Herstellungskapazität über 500 Tonnen pro Tag oder in anderen Ofenarten mit einer Herstellungskapazität über 50 Tonnen pro Tag</p> <p>Herstellung von Kalk, einschließlich der Kalzinierung von Dolomit und Magnesit, in Drehöfen oder in anderen Ofenarten mit einer Herstellungskapazität über 50 Tonnen pro Tag</p> <p>Herstellung von Glas, einschließlich Glasfasern, mit einer Schmelzkapazität über 20 Tonnen pro Tag</p> <p>Herstellung von keramischen Erzeugnissen durch Brennen, und zwar insbesondere von Dachziegeln, Ziegelsteinen, feuerfesten Steinen, Fliesen, Steinzeug oder Porzellan mit einer Herstellungskapazität über 75 Tonnen pro Tag</p> <p>Herstellung von Dämmstoff aus Mineralwolle ab Steinen, Glas oder Schlacke, mit einer Schmelzkapazität über 20 Tonnen pro Tag</p> <p>Trocknung oder Kalzinierung von Gips oder Herstellung von Gipsplatten und anderen Zusammensetzung auf der Grundlage von Gips, wenn Verbrennungseinheiten, deren gesamte Feuerungswärmeleistung mehr als 20 MW beträgt, betrieben werden</p>	<p>Kohlendioxid</p> <p>Kohlendioxid</p> <p>Kohlendioxid</p> <p>Kohlendioxid</p> <p>Kohlendioxid</p> <p>Kohlendioxid</p>
<p>Herstellung von Zellstoff aus Holz oder anderen Faserstoffen</p> <p>Herstellung von Papier oder Pappe mit einer Herstellungskapazität über 20 Tonnen pro Tag</p> <p>Herstellung von Ruß, einschließlich der Verkokung von organischen Stoffen wie z.B. Öle, Teere, Rückstände aus dem Kracken und der Destillation, wenn Verbrennungseinheiten, deren gesamte Feuerungswärmeleistung mehr als 20 MW beträgt, betrieben werden</p> <p>Herstellung von Salpetersäure</p> <p>Herstellung von adipischer Säure</p> <p>Herstellung von Glyoxal und Glyoxalsäure</p> <p>Herstellung von Ammoniak</p> <p>Herstellung von losen organischen chemischen Produkten mittels Kracken, Reformierung, teilweiser oder ganzen Oxidation oder mittels anderer vergleichbarer Verfahren mit einer Herstellungskapazität über 100 Tonnen pro Tag</p> <p>Herstellung von Wasserstoff (H₂) und Synthesegas mittels Reformierung und Oxidation mit einer Herstellungskapazität über 25 Tonnen pro Tag</p> <p>Herstellung von Soda (Na₂CO₃) und von Natriumbicarbonat (NaHCO₃)</p> <p>Abscheidung von Treibhausgasströmen aus Anlagen, die unter die vorliegende Anlage fallen, zum Zwecke ihres Transports und ihrer geologischen Speicherung in einer im Sinne der Richtlinie 2009/31/EG zugelassenen Speicherstätte</p> <p>Transport von Treibhausgasen durch Rohrleitungen, zum Zwecke ihrer Speicherung in einer im Sinne der Richtlinie 2009/31/EG zugelassenen Speicherstätte</p> <p>Geologische Speicherung von Treibhausgasen in einer im Sinne der Richtlinie 2009/31/EG zugelassenen Speicherstätte</p>	<p>Kohlendioxid</p> <p>Kohlendioxid</p> <p>Kohlendioxid</p> <p>Kohlendioxid und Distickstoffoxid</p> <p>Kohlendioxid und Distickstoffoxid</p> <p>Kohlendioxid und Distickstoffoxid</p> <p>Kohlendioxid</p> <p>Kohlendioxid</p> <p>Kohlendioxid</p> <p>Kohlendioxid</p> <p>Kohlendioxid</p> <p>Kohlendioxid</p>

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2012 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 zur Aufstellung der Liste der spezifizierten Treibhausgase ausstoßenden Anlagen und Tätigkeiten und zur Bestimmung der in dem Dekret vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto erwähnten spezifizierten Treibhausgase als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 13. Dezember 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2012/27192]

13 DECEMBER 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot opstelling van de lijst van de installaties en activiteiten die broeikasgassen uitstoten en tot bepaling van de gespecificeerde broeikasgassen bedoeld in het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een « Fonds wallon Kyoto » (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een « Fonds wallon Kyoto » (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto, artikel 1, gewijzigd bij het decreet van 21 juni 2012;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot opstelling van de lijst van de installaties en activiteiten die gespecificeerde broeikasgassen uitstoten en tot bepaling van de gespecificeerde broeikasgassen bedoeld in het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een « Fonds wallon Kyoto » en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto;

Gelet op het advies nr. 51.845/4 van de Raad van State, gegeven op 26 september 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Richtlijn 2009/29/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 23 april 2009 tot wijziging van Richtlijn 2003/87/EG teneinde de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten van de Gemeenschap te verbeteren en uit te breiden wordt gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

Art. 2. Het opschrift van het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot opstelling van de lijst van de installaties en activiteiten die gespecificeerde broeikasgassen uitstoten en tot bepaling van de gespecificeerde broeikasgassen bedoeld in het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een « Fonds wallon Kyoto » en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto wordt vervangen als volgt :

« Besluit van de Waalse Regering tot opstelling van de lijst van de broeikasgasuitstotende installaties en activiteiten bedoeld in het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een « Fonds wallon Kyoto » en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto. »

Art. 3. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot opstelling van de lijst van de broeikasgasuitstotende installaties en activiteiten bedoeld in het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een « Fonds wallon Kyoto » en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto wordt het derde lid opgeheven.

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt bijlage 1 vervangen door de bijlage bij dit besluit.

Art. 5. In hetzelfde besluit wordt bijlage 2 opgeheven.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2013.

Art. 7. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 december 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

Bijlage

Installaties en activiteiten die broeikasgassen uitstoten

1. Installaties of delen van installaties die voor onderzoek, ontwikkeling en het testen van nieuwe producten en processen worden gebruikt, en installaties die uitsluitend biomassa gebruiken, vallen niet onder deze bijlage.

De hieronder genoemde drempelwaarden hebben betrekking op de productiecapaciteit of op het vermogen.

Wanneer in dezelfde installatie verscheidene, onder dezelfde categorie vallende activiteiten worden uitgevoerd, worden de vermogens van de activiteiten bij elkaar opgeteld.

2. Wanneer het totale nominaal thermisch ingangsvermogen van een installatie wordt berekend met het oog op het nemen van een besluit inzake de opneming ervan in de Gemeenschapsregeling, worden het nominaal thermisch ingangsvermogen van alle technische eenheden die deel uitmaken van de installatie en waarin brandstoffen worden verbrand, bij elkaar opgeteld. Deze eenheden kunnen onder andere alle soorten stookketels, branders, turbines, verwarmingstoestellen, ovens, verbranders, gloeiovens, draaiovens, droogovens, drogers, motoren, brandstofcellen, chemische looping- verbrandingseenheden, fakkels en thermische of katalytische naverbranders omvatten. Eenheden met een nominaal thermisch ingangsvermogen van minder dan 3 MW en eenheden die uitsluitend biomassa gebruiken, worden bij deze berekening buiten beschouwing gelaten. Tot « eenheden die uitsluitend biomassa gebruiken » behoren ook eenheden waarin alleen bij het opstarten of uitschakelen fossiele brandstoffen worden gebruikt.

3. Wanneer een eenheid gebruikt wordt voor een activiteit waarvoor de drempel niet is uitgedrukt als het totale nominaal thermisch ingangsvermogen, primeert de drempel voor deze activiteit bij het besluit inzake opnemings in de Gemeenschapsregeling.

4. Indien blijkt dat de capaciteitsdrempel van een van de in deze bijlage vermelde activiteiten in een installatie wordt overschreden, worden alle eenheden waarin brandstoffen worden verbrand, met uitzondering van eenheden voor de verbranding van gevaarlijke afvalstoffen of van huishoudelijk afval, opgenomen in de vergunning voor broeikasgasemissie.

Activiteiten	Broeikasgassen
Verbranden van brandstof in installaties met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van meer dan 20 MW (met uitzondering van installaties voor het verbranden van gevaarlijke afvalstoffen of gemeentelijk afval)	Kooldioxide
Raffineren van aardoliën	Kooldioxide
Productie van cokes	Kooldioxide
Roosten of sinteren, met inbegrip van pelletiseren, van ertsen (met inbegrip van zwavelhoudend erts)	Kooldioxide
Productie van ruwijzer of staal (primaire of secundaire smelting) inclusief continugieten, met een capaciteit van meer dan 2,5 t per uur	Kooldioxide
Productie of bewerking van ferrometalen (inclusief ferrolegeringen) waarbij verbrandingseenheden met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van meer dan 20 MW worden gebruikt. Bewerking omvat, onder andere, walsen, herverhitters, gloeiovens, smederijen, gieterijen, coating en beitsen	Kooldioxide
Productie van primair aluminium	Kooldioxide en perfluorkoolstoffen
Productie van secundair aluminium waarbij verbrandingseenheden met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van meer dan 20 MW worden gebruikt	Kooldioxide
Productie en verwerking van ferrometalen, met inbegrip van de productie van legeringen, raffinage, gieterijen enz., waarbij verbrandingseenheden met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen (met inbegrip van brandstoffen die als reductoren worden ingezet) van meer dan 20 MW worden gebruikt.	Kooldioxide
Productie van cementklinkers in draaiovens met een productiecapaciteit van meer dan 500 t per dag of in andere ovens met een productiecapaciteit van meer dan 50 t per dag	Kooldioxide
Productie van kalk of het calcineren van dolomiet of magnesiet in draaiovens of in andere ovens met een productiecapaciteit van meer dan 50 t per dag	Kooldioxide
Fabricage van glas, met inbegrip van de fabricage van glasvezels, met een smeltcapaciteit van meer dan 20 t per dag	Kooldioxide
Fabricage van keramische producten door middel van verhitting, met name dakpannen, bakstenen, vuurvaste stenen, tegels, aardewerk of porselein, met een productiecapaciteit van meer dan 75 t per dag	Kooldioxide
Fabricage van isolatiemateriaal uit minerale wol met gebruikmaking van glas, steen of slakken met een smeltcapaciteit van meer dan 20 t per dag	Kooldioxide
Drogen of calcineren van gips of het produceren van gipsplaten en andere gipsproducten, waarbij verbrandingseenheden met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van meer dan 20 MW worden gebruikt	Kooldioxide

Activiteiten	Broeikasgassen
Productie van pulp uit hout of andere vezelhoudende materialen	Kooldioxide
Productie van papier of karton met een productiecapaciteit van meer dan 20 ton per dag	Kooldioxide
Productie van roet waarbij organische stoffen zoals olie, teer en kraak- en destillatie-residuen worden verkoold, waarbij verbrandingseenheden met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van meer dan 20MW worden gebruikt	Kooldioxide
Productie van salpeterzuur	Kooldioxide en distikstofoxide
Productie van adipinezuur	Kooldioxide en distikstofoxide
Productie van glyoxal en glyoxylzuur	Kooldioxide en distikstofoxide
Productie van ammoniak	Kooldioxide
Productie van organische bulkchemicaliën door kraken, reforming, gedeeltelijke of volledige oxidatie of vergelijkbare processen, met een productiecapaciteit van meer dan 100 t per dag	Kooldioxide
Productie van waterstof (H ₂) en synthegas door reforming of gedeeltelijke oxidatie met een productiecapaciteit van meer dan 25 t per dag	Kooldioxide
Productie van natriumcarbonaat (Na ₂ CO ₃) en natriumbicarbonaat (NaHCO ₃)	Kooldioxide
Afvangen van broeikasgassen van installaties die onder deze Richtlijn vallen met het oog op vervoer en geologische opslag op een opslaglocatie waarvoor krachtens Richtlijn 2009/31/EG een vergunning is verleend	Kooldioxide
Vervoer van broeikasgassen via pijpleidingen met het oog op geologische opslag op een opslaglocatie waarvoor krachtens Richtlijn 2009/31/EG een vergunning is verleend	Kooldioxide
Geologische opslag van broeikasgassen op een opslaglocatie waarvoor krachtens Richtlijn 2009/31/EG een vergunning is verleend	Kooldioxide

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 februari 2011 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot opstelling van de lijst van de installaties en activiteiten die gespecificeerde broeikasgassen uitstoten en tot bepaling van de gespecificeerde broeikasgassen bedoeld in het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een « Fonds wallon Kyoto » (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto.

Namen, 13 december 2012.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY